



Au sommaire de ce numéro

Une crise peut en cacher une autre (Michel Berger).....	2
Non à la déprime, oui à l'objection de croissance (Hubert Nadin).....	4
Droit au logement.....	5
Hommage à Jean Bordat (Jean-Louis Michniak)... Agenda ;Organisation	6

Le sommet du G20 à Washington le 15 novembre a tenu toutes ses promesses

Jean-Marie Harribey

IMPORTANT

Il est encore temps pour renouveler votre cotisation à ATTAC... et inciter vos amis à adhérer.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.
Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.
 De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

L'engagement à **ne pas limiter la circulation des capitaux** a été tenu car le G20 s'engage à « garantir que la régulation soit efficace, n'étouffe pas l'innovation et encourage le développement des échanges de produits et services financiers ».

Celui de **ne dire mot des paradis fiscaux et du secret bancaire** a également été respecté.

Celui de **ne pas porter atteinte aux marchés de produits dérivés** encore plus, puisque le G20 souhaite « le renforcement des marchés de produits dérivés de crédit » ou encore « de renforcer la transparence des marchés de produits dérivés de gré à gré et s'assurer que les infrastructures pour ces produits peuvent traiter des volumes croissants ».

Celui de **faire de la « transparence » l'alpha et l'oméga de la régulation** a été rabâché de nombreuses fois, de même que l'amélioration des normes comptables. **Le juste prix sera donc toujours celui du marché.**

On s'attendait à ce que le G20 **réaffirme les principes** du « respect de la propriété privée », de « la concurrence entre les marchés et les systèmes financiers » et d'« un système financier moderne et toujours plus mondialisé », c'est fait.

On n'avait aucune inquiétude quant à la justesse du **diagnostic** porté sur les causes de la crise et on avait raison car le G20 affirme que **le début de la décennie 2000 a été marqué par une « stabilité prolongée »**. Dans la même phrase de sa déclaration, le G20 note que « les acteurs des marchés ont cherché à obtenir des rendements plus élevés sans évaluer les risques de façon adéquate et sans faire preuve de la vigilance requise ». Voilà une preuve de l'admirable cohérence du G20.

On craignait juste que le G20 abandonne ou relâche quelque peu sa rigueur en matière de politiques monétaire et budgétaire. On avait tort car il assortit aussitôt sa préconisation de « stimuler la demande interne » de la contrainte de « **maintenir un cadre politique conduisant à la soutenabilité budgétaire** ».

Le G20 avait-il des velléités de s'ériger en gouvernement mondial auto-désigné ? Seuls des grincheux pouvaient le penser car il prend soin d'affirmer que « **la régulation relève avant tout de la responsabilité des régulateurs nationaux** ». On pousse un soupir de soulagement puisque les régulateurs nationaux ont démissionné depuis trente ans !

Le G20 courait-il le risque d'être trop ambitieux ? Nenni, il est lucide au point de prévenir que « **nous devons éviter une régulation excessive** qui entraverait la croissance et exacerberait la réduction des flux financiers, y compris vers les pays en développement ». Effacer la dette des banques et des spéculateurs, oui, effacer celle des pays du Sud enlèverait peut-être une source de revenus aux dites banques, on ne se méfie jamais assez.

Le G20, emmené par le couple Bush-Sarkozy, derrière lequel Obama faisait silence radio, oserait-il appliquer à lui-même la transparence demandée aux marchés financiers et se défaire de la langue de bois ? On respire en lisant : « **Les organismes du secteur privé qui ont déjà mis au point des bonnes pratiques en matière de structures de placement alternatives et/ou de fonds spéculatifs doivent formuler des propositions sur une ensemble de bonnes pratiques uniformisées.** » Nous proposons de faire de cette maxime le fil conducteur de l'enseignement de l'économie, apolitique comme il se doit.

La note pour les pauvres du monde entier sera salée, mais **le G20 a bien mérité la note de 20/20.**

La crise financière dans laquelle nous sommes plongés risque d'estomper une crise tout aussi grave, voire plus grave encore, celle de l'énergie.

Le « Grenelle de l'environnement » avait sensibilisé l'opinion publique sur une série de mesures relativement audacieuses. Même si on pouvait les estimer très insuffisantes en regard des urgences écologiques, beaucoup, sous la pression des lobbies, risquent d'être amendées, au point de devenir peu efficaces.

Et pourtant **la crise énergétique est devant nous et va entraîner des bouleversements d'une immense ampleur**. Si le temps de l'économie est à court terme, celui de l'écologie est à moyen et long terme. Même si nous parvenions à mettre en place un nouveau système économique, la crise de l'énergie reviendrait inexorablement à la surface, avec une acuité d'autant plus forte que nos réactions auront été plus lentes.

Nous sommes tellement habitués à disposer d'énergies peu coûteuses que nous avons oublié qu'il s'agit d'une crise existentielle, qui met en jeu une grande partie des espèces vivantes, dont l'humanité elle-même.

Oublié que la vie, végétale, animale, humaine est un phénomène énergétique.

Oublié que la plupart des avancées de l'humanité ont été liées à des technologies énergétiques : la domestication du feu, la cuisson des aliments, l'utilisation de l'énergie animale, celle des éléments, le vent, l'eau, la biomasse.

Oublié aussi que l'« énergie » est synonyme de « travail », et que c'est toute notre économie productive qui est mise en jeu dans cette crise.

Elle se manifeste sous trois aspects complémentaires

- La pénurie proche des carburants fossiles
- La transformation climatique due à l'accroissement brutale des gaz à effet de serre.
- La question éthique liée à l'accroissement démographique exponentiel de l'humanité, et à la nécessité d'un partage de ressources devenues rares.

La **pénurie** qui s'annonce. Pour y répondre, les producteurs d'énergie fossile (charbon et pétrole) investissent à tout va dans des prospections nouvelles. Les grandes compagnies développent des technologies permettant une exploitation plus complète des gisements classiques et celle de gisements encore négligés car trop peu rentables. Technologies coûteuses mais que justifient le renchérissement des carburants fossiles.

Ces recherches nouvelles reculent dans le temps la fin de l'ère du charbon et du pétrole, elles justifient un discours dangereusement rassurant. Aux générations futures de trouver les solutions. On affecte de croire que les progrès scientifiques résoudront tout, tant l'idée est ancrée que le besoin engendre la découverte et que la science est sans failles et sans limites.

La **question écologique**. Il est désormais acquis par la communauté scientifique, à de rares exceptions près, que le réchauffement climatique est bien la conséquence de l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère. Les effets à moyen et long terme sont encore incertains. Mais toutes les hypothèses, même les plus dramatiques, sont possibles : élévation du niveau des mers, fonte des glaciers, multiplication des ouragans et cyclones, dispersion dans l'atmosphère du méthane dissous dans le permafrost, renversement des courants marins...

Enfin la **question éthique**. Alors qu'il a fallu douze millénaires pour atteindre un premier milliard d'êtres humains au milieu du XIXe siècle, seulement 12 ans ont été nécessaires pour passer du 5^e au 6^e milliard d'êtres humains. Nous devons partager des ressources qui se raréfient entre une population en croissance exponentielle.

Les inégalités dans la consommation d'énergie sont devenues insupportables : Un Américain consomme cinq fois plus d'énergie que la moyenne mondiale, alors qu'un Malien se contente de quatre fois moins. L'augmentation des besoins des pays émergents alarme les pays riches qui tentent de limiter l'explosion des prix du pétrole. Si, dans une perspective optimiste, la population mondiale se stabilisait aux environs de 9 milliards, une répartition égalitaire des ressources fossiles obligerait l'Europe à diviser par 7 ou 8 sa consommation et les Etats-Unis par 20...Ceci pour ne pas dépasser la capacité de recyclage du CO₂ par le milieu naturel. En admettant, si on fait abstraction de l'effet de serre, que les réserves exploitables nous permettent encore assez longtemps de faire face à ces besoins.

Ces trois démarches, indissolublement liées, sont cependant menées de manière incohérente. On prétend limiter les consommations de combustibles fossiles, et dans le même temps, on recherche de nouveaux gisements.

Le simple principe de précaution voudrait que l'on s'engage dans un processus d'économie drastique sur les énergies. Or les ambitions affichées sont modestes : réduction de quelques grammes des émissions de CO₂ par les transports routiers, exigence accrue dans l'isolation thermique des logements, développement des énergies renouvelables. L'objectif : réduction de 50% des émissions de CO₂ d'ici 2050 apparaît bien en deçà des économies nécessaires. Il est très insuffisant au regard des possibilités de recyclage du CO₂ par le milieu naturel. La teneur dans l'atmosphère se cumule d'année en année, et nous avons déjà dépassé tous les indices connues depuis des millénaires. En même temps, on continue à investir dans les transports aériens, ou dans l'extension des réseaux routiers

Le discours officiel prône les énergies renouvelables, mais on réserve les gros investissements à l'énergie nucléaire. Il est vrai que les premières satisfont à peine à vingt pour cent de la consommation mondiale, en incluant l'énergie hydraulique et la biomasse, surtout sous la forme de bois de chauffage.

Quant à l'énergie nucléaire, elle représente à peine deux et demi-pour-cent de la production d'énergie mondiale. Son développement sous les formes actuelles entraînerait une multiplication des centrales qui épuiserait vite les réserves d'uranium. Sans compter le coût trop sous-estimé du démantèlement des centrales en fin de vie et celui du traitement des déchets. On estime à plus de 1000 Milliards de dollars la somme à consacrer dans les prochaines années à l'inévitable arrêt des centrales existantes...

De toute manière les réserves d'uranium exploitables dans de bonnes conditions ne dépassent pas quelques dizaines d'années. Les surgénérateurs multiplieraient par 200 le délai d'épuisement des ressources d'uranium et ils ont peut-être été abandonnés un peu vite, mais il faut bien admettre qu'ils posent de difficiles problèmes de sécurité.

Reste la fusion nucléaire, mais les problèmes techniques qu'elle rencontre sont tels que son exploitation économiquement possible recule régulièrement dans le temps.

Les pays riches tentent de convaincre les pays émergents de s'en remettre aux seules énergies renouvelables. La mise sur le marché des « droits à polluer » va dans ce sens. Son but inavoué, sous des prétextes d'efficacité économique, est bien de perpétuer les inégalités dont les pays développés sont bénéficiaires.

Dans un contexte mondial où chacun agit en ordre dispersé, toutes les contraintes que se donnerait un pays pénaliseraient son économie, enkystée dans le modèle concurrentiel et hyper compétitif du système libéral. Aucun état n'est incité à faire le premier pas et la norme est celle du plus laxiste.

Les pays riches devraient se lancer dans des programmes d'économie d'énergie, et ceci de manière massive, dans les deux domaines qui en consomment à eux seuls près de 80% : les transports et les usages domestiques. Il ne s'agit pas de décroissance, car les économies d'énergies exigeront des investissements massifs et créeront des emplois en grand nombre.

On ne diminuerait pas le PIB, mais on transformerait son contenu.

Mais en l'absence d'une gouvernance mondiale une politique nationale a-t-elle un sens ?

La crise financière peut à cet égard constituer une chance. Ce que l'on ne parvient pas à instaurer pour sauver la planète pourrait l'être pour sauver son économie. Jamais on n'a vu autant de réunions au sommet, ou d'appels aux instances internationales que pendant ces dernières semaines. Jamais la solidarité mondiale n'est apparue aussi nécessaire. Peut-elle aussi s'intéresser à la survie de notre planète ?

L'effort sera peut-être rude, mais rien n'est pire que la désespérance passive dans laquelle nous nous endormons, et qui ne peut conduire qu'à une explosion sociale.

Il faudrait avoir le courage d'exprimer un certain nombre de volontés politiques, par exemple :

- La nécessité dans un premier temps de réduire nos déplacements et de revoir nos grandes infrastructures de transport, notamment des marchandises
- La reprise progressive de nos modes d'expansion urbaine, associée à un programme de rénovation de l'habitat existant.
- Une relocalisation des activités industrielles pour rapprocher les producteurs des consommateurs
- L'extinction progressive des modes de distribution commerciale des dernières décennies.
- Une révision de notre attitude vis-à-vis du travail, en privilégiant les activités productrices de richesses aux détriments des activités commerciales et financières qui sont devenues pléthoriques.
- Le développement des activités de recherche et d'enseignement, afin de stimuler l'innovation, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables et des transports.
- Toutes ces mesures supposent une gestion claire de l'épargne et du financement des entreprises. Il faudra échapper, au moins en partie, au marché boursier, dangereusement instable.
- Une action volontaire en faveur d'organisations supranationales, démocratiquement composées, capables de gérer les biens communs de l'humanité : ressources minières, eau, énergies....

Un recentrage au niveau national est probablement nécessaire dans un premier temps si on veut agir vite. Sans pour autant revenir au protectionnisme. Il est clair que les échanges de marchandises devront être limités. Mais le monde futur sera un monde de communication, et le transfert d'informations primera sur celui des biens matériels.

Tous ces efforts ne seront acceptés que s'ils s'appuient sur un système de valeurs fondé sur la solidarité plus que sur la compétition. Renseigner qui ne signifie pas une mise en pénitence comme le laisse entendre le terme un peu négatif de « décroissance », mais au contraire, et si nous nous y prenons bien, par un réenchancement du monde.

Ou bien nous serons capables de nous engager sans délai dans un profond bouleversement de nos comportements ou bien la sortie de la crise financière butera aussitôt sur une crise écologique. Dans ce cas, il est plus que probable qu'elle conduira à une explosion de violence et à l'écrasement des populations les plus pauvres par les plus riches.

Si on veut éviter ce scénario catastrophe, **il n'est que temps de réagir.**

Dans le numéro d'octobre d'Angle d'ATTAC, Yannis Youlountas nous rassure pour le cas où nous serions atteints de déprime. C'est le signe que nous ne sommes pas trop égoïstes, corrompus ou lâches et que nous sommes à la fois lucides (la dégradation de notre planète, la persistance de la pauvreté, la domination des nantis...) et attachés au principe d'équité que nos luttes, trop marginales, ne parviennent pas, ou si peu, à imposer.

Mais cela ne peut suffire. Rester minoritaire tout en gardant bonne conscience, « positiver » notre propre déprime tout en ayant la conviction que le monde va droit dans le mur, ne peut pas être satisfaisant.

D'autant plus que cette déprime semble gagner de plus en plus de ceux qui sont, ou vont devenir, les « loosers » de notre société et se mue trop souvent pour eux en dépression réelle. Les enquêtes ne montrent-elles pas qu'aujourd'hui une majorité de personnes craint pour soi-même, ou plus encore pour ses enfants, d'être touchés par la grande pauvreté et de devenir S.D.F.

La pauvreté, la dureté de la vie, la certitude de ne pouvoir attendre aucune amélioration de son sort, n'ont pourtant pas toujours conduit à la déprime et moins encore à la dépression. Comment, faibles face à la dureté de la nature ou à la domination de leurs oppresseurs, des hommes ont-ils pu survivre et résister sans cette déprime qui aujourd'hui semble gagner tant de gens ?

Le progrès technique des révolutions industrielles et technologiques et la croissance économique, dynamisés par le libéralisme, ont apporté, pour la fraction du monde riche, le confort et un niveau de richesses matérielles qui nous ont amenés à croire que chacun pouvait vivre sans le soutien des autres. Montée de l'individualisme, atomisation de la famille, marchandisation de tous les échanges ont isolé chaque habitant du monde riche.

Avec la fin inéluctable de la croissance, ce style de vie ne convient plus que pour les plus riches, qui n'en deviendront que plus féroces pour garder leurs privilèges (le problème majeur pour une sortie de crise n'est-il pas tout simplement là ?).

Au contraire, les pauvres, et ceux qui redoutent de sombrer dans la pauvreté, soit l'immense majorité des populations seront désarmés, déprimés (de façon négative) car l'individualisme, le chacun pour soi, ne s'accommodent pas de la pauvreté.

Les mesures de replâtrage prises par nos gouvernants qui prétendent vouloir sauvegarder les intérêts des épargnants mais tentent de sauver, à coup de milliards sortis de leur chapeau, un système fondé sur la spéculation et l'accumulation de profits illégitimes, **seront inopérantes pour retrouver une croissance partageable par la plus grande majorité de la population.**

Dans un monde où les ressources naturelles sont limitées et où le prélèvement de richesses par les nantis hypothèque l'avenir des générations futures, le retour à la croissance des P.I.B. des nations peut-il être la solution pour sortir de la crise, financière, économique, morale et politique qui frappe, et frappera sans doute plus durement encore, nos sociétés ?

A ce mode de développement capitaliste ne faut-il pas substituer un modèle radicalement différent comme en appelle Evo Morales, Président de la Bolivie, dans son discours à l'O.N.U. le 24 septembre dernier (« **en finir avec les privilèges pour que tous nous puissions vivre bien et non mieux que nos semblables** »). Lire des extraits de cette intervention dans le journal « la décroissance » daté de novembre (journal encore sous titré « journal de la joie de vivre » car **la décroissance voulue n'est pas synonyme de déprime**).

Poursuivre dans un modèle de société qui privilégie le repli sur soi, la prime pour les plus forts plutôt que la solidarité, le profit immédiat plutôt que le respect des générations futures, ne peut que conduire à la déprime généralisée des plus faibles. Cette déprime, combinée à la difficulté qu'il y a à accepter de perdre les habitudes confortables des années glorieuses (gaspillage d'énergie ...), risque fortement d'amener un corps social malade à rechercher des médicaments tranquilisants que sauront nous proposer les populistes de tout bord.

Au contraire la voie préconisée par les objecteurs de croissance, même si elle reste encore minoritaire et rencontre tant de difficultés à s'exprimer sans être caricaturée, semble plus porteuse d'espoir qu'une course impossible à toujours plus de pouvoir d'achat.

Qui a dit :

« La grande masse du peuple, intellectuellement incapable de comprendre les formidables avantages que tire le capital du système, portera son fardeau sans plainte, et peut-être sans s'imaginer que le système est contraire à ses intérêts » ?

Karl Marx ? Antoine-Ernest Seillière ? Nicolas Sarkozy ? (réponse en page 6).

Pour l'Europe du Droit au logement et à l'habitat choisi, du droit à la ville, du droit à un environnement sain et à une énergie accessible et renouvelable, pour l'Europe des solidarités.

Contre l'Europe de la spéculation, de la hausse des loyers, de la privatisation du logement social, et des ségrégations urbaines

Le Forum social pour le droit au logement, réuni le 22 novembre 2008 à Marseille, réaffirme son opposition aux politiques néo-libérales qui ont alimenté la **spéculation immobilière**, qui ont généré un mouvement sans précédent d'évictions et d'expulsions, qui ont réduit à peau de chagrin l'offre accessible qu'on connaissait dans les quartiers populaires, et qui contestent aujourd'hui encore le rôle du logement social et veulent le cantonner dans une position marginale : cela conduit à une **exclusion sociale des ménages modestes, à la relégation et à l'errance urbaine des plus pauvres et des ménages discriminés, et à la précarisation du logement qui s'étend même aujourd'hui aux classes moyennes.**

A Marseille, dans le quartier de la République qui ne veut plus du diktat des banques internationales, dans les quartiers comme Noailles, Belsunce et d'autres qui n'en peuvent plus d'être relégués aux marchands de sommeil et au mal-logement, dans les quartiers Nord où on s'apprête à démolir du logement social plutôt que les réhabiliter avec la participation réelle des habitants, mais aussi partout dans les grandes métropoles, en France, comme dans toute l'Europe, **d'autres réponses sont urgentes.**

Les politiques de libéralisation financière et immobilière, la marginalisation ou « résidualisation » du parc social au nom de l'efficacité des marchés concurrentiels sous-tendent aujourd'hui encore les actions de la Communauté Européenne, et justifient en France la stratégie de régression et d'abandon du financement public que marque l'actuel projet de loi Boutin.

Or, l'Europe, si elle veut être à l'écoute de ses habitants, doit faire front à la crise financière globale et à une récession déclenchée par l'échec de la dérégulation et de la spéculation immobilière américaine et l'incapacité de ce pays à **développer une offre publique de logement social.**

L'Europe et chacun de ses gouvernements doit proposer un autre modèle social, le choix d'une ville européenne à l'écoute de ses habitants et préservant la **diversité sociale dans les quartiers**, une ville qui construisse la cohésion sociale et qui garantisse l'**effectivité du droit au logement** par la rupture avec la tyrannie des marchés immobiliers, par le développement d'un **service public du logement et du foncier** et de pôles financiers publics, par la mise en place d'un socle de protection des locataires et habitants contre la spéculation et contre les hausses, par la mise hors la loi des expulsions sans relogement et par la réquisition des logements vacants.

L'Europe, pour faire face à la crise actuelle, doit être une Europe sociale, l'Europe qui met en œuvre le droit au logement pour tous.

Le Forum Social pour le droit au logement appelle les forces populaires, les mouvements sociaux à poursuivre la mobilisation, et à **développer les convergences**, dans nos villes, en Europe et à travers le monde, **entre tous les acteurs sociaux** qui refusent la fatalité de la spéculation immobilière et de la tyrannie des marchés, pour trouver une autre issue à la crise actuelle que celle que planifie le capital financier à l'échelle globale.

A Marseille, le Forum des associations s'engage à continuer une action collective pour obtenir que tous les logements bénéficiant d'aides publiques dites ou fiscales soient mis à disposition des demandeurs en grande difficulté. Le plan Sarkozy «30.000 logements» doit se traduire par 1000 acquisitions à Marseille : nous demandons que tous ces logements soient rachetés en parc locatif social PLAI et PLUS et mis à disposition des ménages retenus par la procédure DALO et des autres ménages en grande difficulté, et que la production de logements sociaux répondent aux 40.000 demandes en attente.

(cette déclaration a été remise par la délégation à la Présidence Française pour transmission aux Ministres européens du logement).

Hommage à Jean Bordat

Jean-Louis Michniak

Jean Bordat, décédé à 60 ans, en Août 2008, militait pour plusieurs causes, toutes tendues vers le progrès humain, avec enthousiasme et générosité. Tous ceux qui ont connu Jean ne peuvent pas cacher la tristesse de perdre ainsi un militant aussi actif et exigeant. Nous ne pourrions pas oublier le sens très fort des engagements de Jean Bordat visant une société meilleure, dégagée de l'emprise de la toute-puissance de la Finance et de la recherche forcennée du profit, pervertissant les rapports sociaux et nuisant souvent à notre santé et à notre planète.

Les graves événements liés à l'actuelle crise capitaliste mondiale, sont une vive et claire démonstration de la justesse du combat altermondialiste de Jean, que nous avons le devoir de poursuivre.

En voulant faire vivre, dans nos coeurs et dans nos esprits, toutes les actions de Jean pour l'émancipation, la solidarité, la coopération, la justice, l'éthique dans tous les champs humains, nous témoignerons de notre volonté de lui rendre hommage, mais aussi de notre désir de prolonger notre activité pour un **avenir** sur des bases plus saines.

Oui, nous allons continuer sur cette voie la **promotion humaine**, avec un plus grand nombre de militants !

Cordial salut !

Courrier des lecteurs

Alain Fauré (Béziers) [à propos de la lettre ouverte à Monsieur le Président de la République] Je ne sais comment il a reçu votre lettre, mais nous on a bien apprécié.

Agenda

- 29 novembre** **Nanterre** **Les médias de masse :cibles et acteurs de la mondialisation libérale**
de 10 H à 17 H 30
Salle municipale des Provinces françaises (station Nanterre Université, RER A, bus 267, 304, 358)
avec : **François Brune**, fondateur de RAP (résistance à l'agression publicitaire) : « le complexe médiatico-publicitaire comme système de conditionnement des esprits » (10 H30 – 12 h) ;
Pierre Rimbart, journaliste au monde Diplomatique : « quand les journalistes résistaient ; pouvoir politique/financier et médias ; déontologie journalistique » (13 H 30 – 15 H)
Henri Maler, maître de conférences à Paris VIII : « les médias sous le règne de Sarkozy, le pluralisme en danger » (15 H 30 -17 h).
- 4 décembre** **Montrouge**, 20 H 30 **Régression sociale : comment réagir ?**
avec **Gérard Filoche**, Inspecteur du travail
à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15). Métro : Porte d'Orléans
- 27 novembre** **Courbevoie** Conférence débat sur **la défense de la Sécurité Sociale**, avec **Raymond Marti** de l'UFAL) au 6 rue Adam Ledoux La Défense_Courbevoie _ Quartier Charras

Qui a dit ? (réponse à la question posée page 4) :

Ce texte est extrait d'une lettre des frères Rotschild, adressée le 25 juin 1863 à Mrs Ikelheimer, Wall Street (signalé par F. Rochert, courrier des lecteurs du numéro du 16 novembre de Téléràma).

Consultez le site Internet d'Attac 92 : www.local.attac.org/attac92

Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92

web.attac92@attac.org

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Bernard Blavette.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Jean-Paul Allétru Correspondant Electronique Local (CEL) jean-paul.alletru@wanadoo.fr

Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) :PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance :Profession :

Adresse :Code postal :Ville :Pays : Téléphone fixe :

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 12 €	de 450 à 900 € : 20 €	de 900 à 200 € : 34€	de 1 200 à 1 600 € : 45 €
	de 1 600 à 2 300 € : 60 €		de 2 300 à 3 000 € 70 €	de 3 000 à 4 000 € : 100 €
	au-delà de 4 000 € : 130 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes

Responsable de la publication : Michel Fenayon (mfenayon@wanadoo.fr)